

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 25 juillet au 25 août 2026

Fait marquant

L'été d'Andy Burnham en bref

Installé au 10 Downing Street depuis le 20 juillet, le Premier ministre Andy Burnham n'a pas attendu le retour de vacances du Parlement (1^{er} septembre) pour occuper l'espace médiatique avec une série d'annonces illustrant ses priorités.

La réduction du coût de la vie, en particulier sur les dépenses contraintes des ménages, fait figure de fil conducteur de ces déclarations. Andy Burnham a ainsi annoncé la [suppression de la TVA](#) sur l'électricité des ménages à partir d'octobre 2027, le [plafonnement](#) des tarifs de bus à 2£ au niveau national à partir d'avril 2027 et la [gratuité](#) pour les personnes à mobilité réduite ou encore la [réduction](#) des factures d'électricité pour les ménages vivant proche des pylônes électriques. Il a aussi mis en avant un [renforcement](#) de la protection des consommateurs, avec des règles facilitant les désabonnements et l'interdiction des « fausses réductions ». Il a en outre réitéré son engagement à lutter contre le sans-abrisme avec un plan de près de 400 M£ visant notamment à ce que personne ne dorme à l'extérieur d'ici Noël (et y engageant une partie de son propre salaire). Le renouveau des « high streets » et le soutien au secteur de l'hospitalité ont également fait l'objet de premières mesures avec la baisse de 20 % de la taxe foncière (« business rate ») des pubs, clubs et salles de concert (à partir d'avril 2027) et le lancement d'une consultation sur l'évolution de cet impôt.

Alors que le R-U a fait face à un des étés les plus chauds et secs de son histoire, le Premier ministre a effectué en août une tournée dans le pays pour y écouter les doléances des citoyens et des entreprises. Il a en particulier annoncé une série de mesures d'aides aux agriculteurs (cf. brèves énergie-climat).

Ses premières semaines ont cependant été marquées par des incertitudes quant au maintien des engagements écologiques du gouvernement travailliste, notamment sur l'avenir des champs pétroliers de la mer du Nord – le Premier ministre n'ayant pas encore tranché sur une reprise ou non des forages.

Avant une rentrée où la résolution de l'équation budgétaire occupera une place centrale (le budget d'automne du chancelier Healey est attendu le 28 octobre), Andy Burnham a par ailleurs effectué son premier déplacement international à Kiev, pour les cérémonies d'anniversaire de l'indépendance du pays.

A cette occasion, il a co-présidé avec le président de la République française et le chancelier allemand une réunion de la coalition des volontaires, et a annoncé la signature d'un accord transmettant les informations confidentielles relatives à la production des missiles Scalp / Storm Shadow (en vue de la construction d'une usine en Ukraine) en échange d'informations stratégiques sur la défense russe.

Energie-climat

La France et le Royaume-Uni se soutiennent face au changement climatique

Le ministre des affaires étrangères et ancien ministre du *Department for Energy Security and Net Zero*, Ed Milliband, et son homologue français Jean-Noël Barrot ont publié après leur entrevue à Paris le 28 Juillet, une [déclaration conjointe](#) promettant de renforcer leur coopération dans l'anticipation, la prévention et la réponse aux risques climatiques, et appelant à plus d'ambition dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Le Royaume-Uni frappé par une sécheresse record

L'été 2026 a battu plusieurs records, notamment celui du [mois de juillet le plus sec](#) de l'histoire de l'Angleterre. Ces conditions ont conduit à l'imposition de restrictions d'eau dans le cadre d'une alerte sécheresse sur près des [trois quarts du territoire](#). Les conséquences de cette sécheresse sur la végétation ont été décuplées par la

succession des vagues de chaleur, conduisant à un fort risque d'incendie qui a contraint le gouvernement à une série [de mesures d'urgence](#). Un SMS d'alerte a ainsi été envoyé à toute la population d'Angleterre et du Pays de Galles le 14 août pour limiter les comportements pouvant provoquer un incendie. Une interdiction temporaire des ventes de barbecues et la mobilisation de l'armée en soutien des pompiers ont également été décidées.

En outre, ces conditions météorologiques inédites ont provoqué une forte baisse des rendements pour une grande partie des exploitations agricoles. Le gouvernement a annoncé le [déblocage de 65 Md£](#), parmi d'[autres mesures](#) de soutien aux agriculteurs.

BP met en vente ses activités pétro-gazières en mer du Nord.

Le groupe pétrolier britannique BP (British Petroleum) a annoncé en août la mise en vente de ses activités en mer du Nord, où l'entreprise est présente depuis de premières activités d'exploration en 1964.

Cette annonce intervient dans un contexte d'incertitude sur l'avenir du bassin, qui fait l'objet d'un vif débat politique au Royaume-Uni. L'arrêt de l'octroi de nouvelles licences d'exploration figure parmi les engagements de campagne du parti travailliste, et a constitué une priorité stable au cours du mandat de Keir Starmer, portée notamment par le secrétaire d'Etat à la sécurité énergétique, Ed Miliband (aujourd'hui ministre des Affaires étrangères).

L'arrivée d'Andy Burnham a conduit à la réémergence de ce débat, alors que le nouveau Premier ministre a indiqué qu'il adopterait une posture « pragmatique » sur les hydrocarbures de mer du Nord. Dans l'opposition, le renforcement de l'exploitation de la mer du Nord est fortement soutenu par le leader du parti d'extrême droite Reform, Nigel Farage, et par la dirigeante du parti conservateur Kemi Badenoch. Le président des Etats-Unis, Donald Trump, a également plusieurs fois fait part sur les réseaux sociaux de son soutien à l'octroi de nouvelles licences en mer du Nord.

Selon le [Financial Times](#), les consultations publiques sur l'approbation de deux nouveaux champs pétro-gaziers, Rosebank et Jackdaw, devraient se conclure cet été. Le gouvernement travailliste pourrait donc être amené à se prononcer sur ces projets controversés au cours des mois à venir.

La production de ressources énergétiques fossiles de la mer du Nord recule depuis un pic au début des années 2000. Les perspectives apparaissent faibles et décroissantes, en particulier pour le gaz : selon Carbon Brief, les volumes d'extraction de gaz devraient diminuer de 99% d'ici 2050 sans nouvelles licences, et de 97% avec des nouvelles licences. Cette chute de la production se reflète dans les évolutions de l'emploi : seuls 27 000 emplois sont liés à la production d'hydrocarbures en mer du Nord, contre 120 000 au pic de la production.

Le gouvernement accorde des réductions aux ménages affectés par un plan de modernisation important du réseau électrique

Le gouvernement a annoncé qu'une réduction annuelle de 250£ serait accordée aux ménages vivant à moins de 500 mètres des nouvelles infrastructures électriques. Cette mesure, qui devrait s'appliquer à une quarantaine de sites, a vocation à renforcer l'acceptabilité locale de plusieurs grands chantiers d'infrastructures.

Le R-U s'apprête en effet à s'engager dans un vaste chantier de modernisation du réseau électrique, dont le coût est estimé à 77 Md£ sur 5 ans (financé par les factures d'électricité des ménages). Ces travaux devraient permettre de mieux tirer profit des ressources énergétiques du pays : en raison du manque de capacité du réseau, les parcs éoliens et solaires sont aujourd'hui parfois contraints de cesser de produire si la demande locale est trop faible.

Environnement

11 Mds£ supplémentaires seraient nécessaires pour remplacer la barrière de la Tamise

Protégeant Londres des crues de la Tamise depuis 1984, la barrière de la Tamise se ferme plusieurs fois par an afin de réduire les risques d'inondation de la capitale lors des grandes marées. Toutefois, l'usure de l'infrastructure et la montée du niveau de la mer pourraient conduire à des travaux d'adaptation dont le coût est estimé à 20 Md£, bien au-delà des 6 à 9Md£ initialement anticipés ([Financial Times](#)). En outre, le calendrier de ce chantier pourrait devoir être avancé par rapport à l'échéance prévue en 2070.

Le plan [Thames Estuary 2100](#) d'adaptation aux enjeux climatique de l'estuaire de la Tamise lancé en 2012 a déjà vu son coût augmenter

de 50% pour atteindre 16,2 Md£. Cette nouvelle estimation du coût de remplacement de la barrière de la Tamise pourrait porter cette augmentation au-delà de 100%.

Le gouvernement envisage de moderniser la politique de sanctions de l'Environment Agency et renforce la lutte contre les dépôts sauvages

L'Agence de l'Environnement prévoit d'adapter les mesures de sanction pour mieux protéger les victimes, et simplifier les procédures pour être plus transparent auprès du public. Une [consultation publique](#) est ouverte jusqu'au 4 octobre, et ses résultats devraient être publiés début 2027.

Le Premier ministre a également [annoncé](#) un renforcement du dispositif de lutte contre les dépôts sauvages de déchets, en permettant à l'Environment Agency de travailler avec la National Crime Agency pour lutter contre les acteurs du crime organisé responsables de dégradations environnementales.

Industrie

Le gouvernement britannique envisage d'assouplir le ZEV Mandate

Le gouvernement britannique a lancé le 14 août une [consultation](#) en vue d'amender le Zero Emission Vehicle Mandate (ZEV Mandate), texte pilier de l'électrification du parc automobile britannique.

Introduit en 2024, le ZEV Mandate impose une obligation de vente de véhicules zéro émission aux constructeurs automobiles, et permet au gouvernement d'infliger des amendes pouvant atteindre 15 000£ par véhicules à ceux qui ne respectent pas leurs obligations. Cette trajectoire est croissante (33% en 2026, 80% en 2030), et doit permettre d'atteindre 100% en 2035. Plusieurs constructeurs ont toutefois fait part de difficultés dans l'atteinte de cet objectif, en raison notamment de l'insuffisance de la demande, et appellent depuis plusieurs mois à un assouplissement de la trajectoire.

Le gouvernement envisage de réduire l'objectif de ventes de véhicules zero émission à 50% en 2030, tout en maintenant l'entrée

en vigueur d'une interdiction de vente de véhicules thermiques (diesel et essence) en 2035.

Cette consultation intervient alors que la transition vers les véhicules électriques s'accélère au Royaume-Uni : portées notamment par l'irruption de nouveaux modèles chinois, les ventes de véhicules électriques neufs ont connu leur huitième mois de croissance consécutif. Plus d'une voiture neuve vendue sur quatre est désormais électrique.

En parallèle, le gouvernement a [annoncé](#) le déblocage d'une nouvelle enveloppe de 130M£ dans le cadre du programme de soutien au secteur automobile DRIVE35, doté de 4Md£.

AstraZeneca retire son projet de fusion avec le laboratoire américain Bristol Myers Squibb

Le [Financial Times](#) a révélé au début du mois d'août la tenue de discussions entre le premier laboratoire pharmaceutique britannique, AstraZeneca, et son concurrent américain Bristol Myers Squibb (BMS).

Cette opération de consolidation a suscité l'interrogation et l'inquiétude des investisseurs, qui anticipent une potentielle baisse des revenus de BMS à l'expiration de plusieurs brevets en 2028. A la suite des révélations du FT, le scepticisme des actionnaires a conduit à un recul brutal de 9% du cours de l'action AstraZeneca. Le président du conseil d'administration du groupe a ordonné dès le 3 août l'arrêt des discussions avec BMS.

Selon le FT, ce « méga-deal », qui aurait abouti à la constitution d'un groupe d'une valeur de plus de 400 Md\$, aurait également été accueilli avec inquiétudes par les autorités britanniques, qui craignent un basculement du centre de gravité d'AstraZeneca vers les Etats-Unis, a fortiori après l'introduction d'une cotation du groupe à la bourse de New York à l'automne 2025.

Le gouvernement lance une mission sur la réforme des business rates pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration

Le gouvernement britannique a annoncé la nomination du fiscaliste Jerry Schurder à la tête d'une mission chargée de réformer la fiscalité locale des entreprises, en particulier des pubs et hôtels, dans le cadre

des efforts du gouvernement d'Andy Burnham pour soutenir les centres-villes. Le Premier ministre a également annoncé une réduction de 20 % des taxes locales pour les pubs, clubs sociaux et salles de concert à partir d'avril 2027. Une étude du cabinet de BTG parue en août 2026 a montré que le nombre d'hôtels et d'établissements d'hébergement britanniques en situation de détresse financière "critique" a augmenté de 26,6 % sur un an au deuxième trimestre 2026.

A l'issue de cette revue, Jerry Schurder devra remettre son rapport au Treasury avant fin mars 2027, afin que ses recommandations puissent être appliquées lors de la révision des valeurs locatives de 2029.

Transports

Feu vert pour la 2^e piste de l'aéroport de Gatwick à la suite du rejet par la cour d'appel d'un recours contre le projet

Le projet de construction d'une 2^e piste à l'aéroport de Gatwick, deuxième plus fréquenté du pays, devrait pouvoir démarrer à la suite du rejet par la cour d'appel du recours déposé par des associations environnementales contre la décision du ministère des Transports approuvant le projet.

Gatwick, qui appartient depuis 2019 au groupe Vinci, est l'aéroport doté d'une seule piste le plus fréquenté d'Europe. Ses perspectives de croissance reposent sur la création d'une deuxième piste, qui implique le décalage de 12 mètres d'une piste actuellement utilisée en cas d'urgence. Ce projet, dont le coût est estimé à 2,2Md£, devrait selon Gatwick permettre 100 000 vols annuels supplémentaires.

Le gouvernement travailliste a dès son arrivée au pouvoir indiqué son soutien aux projets d'agrandissement aéroportuaires, et la ministre des Transports Heidi Alexander a approuvé la demande d'agrandissement en septembre 2025. Le chantier devrait commencer prochainement en vue d'une mise en service espérée pour 2030.

L'aéroport de Luton (au nord de Londres) a également indiqué qu'à la suite d'une décision de la Cour suprême, aucun recours supplémentaire ne serait possible contre le projet d'expansion de l'aéroport qui devrait conduire à l'augmentation de sa capacité de 19 à 32 millions de passagers annuels.

Le fonds américain Apollo rachète la compagnie britannique EasyJet

Le fonds américain Apollo Global Management a annoncé l'approbation par le conseil d'administration de la compagnie britannique EasyJet d'une offre de rachat de l'entreprise pour 5,7Md£ (715p / action).

Cette annonce met fin à un long feuilleton sur le rachat de la deuxième compagnie britannique (après British Airways). Le fonds américain Castlake, en négociations avec EasyJet depuis juin et acheteur pressenti jusqu'à l'intervention surprise d'Apollo, a indiqué qu'il ne réhausserait pas son offre à 5,5 Md£ (690p l'action).

Apollo a indiqué poursuivre un objectif de réaliser un bénéfice annuel avant impôt d'1Md£, en s'appuyant notamment sur la très lucrative filiale EasyJet Holidays et sur la création d'un programme de fidélité.

Sur le plan réglementaire, Apollo et EasyJet seront toutefois confrontés aux règles européennes et britanniques contraignant les compagnies aériennes à être détenues à plus de 50% par des acteurs locaux. Cette contrainte impliquera la création d'un montage qui devrait permettre aux actionnaires européens actuels de conserver leur investissement.

Virgin obtient l'accès au réseau ferroviaire britannique pour son projet de liaison transmanche

Virgin Trains a franchi une nouvelle étape réglementaire en vue de lancer des services ferroviaires entre Londres et l'Europe. L'Office of Rail and Road (ORR), le régulateur ferroviaire britannique, a accordé à l'entreprise un accès à la ligne à grande vitesse High Speed 1 (HS1) qui relie Londres au tunnel sous la Manche pour 20 allers-retours quotidiens vers Paris, Bruxelles et Amsterdam à partir de 2030.

Cet accord, valable du 1er octobre 2030 au 31 décembre 2040, ne couvre toutefois que la portion HS1 : Virgin doit encore obtenir l'accès au tunnel lui-même ainsi qu'aux réseaux ferroviaires du continent européen. En octobre dernier, l'entreprise avait déjà obtenu l'accès au dépôt de Temple Mills, dans l'est de Londres, partagé avec Eurostar, seul dépôt accessible depuis la ligne HS1.

Virgin envisage d'investir 700M£ et prévoit de relier St Pancras aux mêmes gares que celles desservies par Eurostar (Paris, Bruxelles et Amsterdam). Ce projet intervient alors que la demande pour le rail international depuis le Royaume-Uni est en hausse : Eurostar a annoncé l'an dernier un agrandissement de sa flotte grâce à une commande d'un montant de 2 Md€, et souhaite porter sa fréquentation à 30 millions de passagers par an.

Par ailleurs, à la suite du traité germano-britannique de Kensington signé en juillet 2025, un groupe de travail conjoint entre le Royaume-Uni et l'Allemagne a été formé pour étudier des projets de trains directs entre Londres et l'Allemagne (sans toutefois inclure une liaison directe vers Berlin).

L'autorité de la concurrence britannique ouvre une enquête contre plusieurs acteurs des transports pour des pratiques illégales de frais cachés

L'autorité britannique de la concurrence, la Competition and Markets Authority (CMA), a ouvert une enquête sur Trainline, Virgin Atlantic et RED Driving School concernant de possibles pratiques de "drip pricing", une pratique illégale consistant à ne pas inclure les frais obligatoires dans le prix affiché initialement aux clients. Concernant Trainline, la CMA a par exemple constaté l'ajout de frais pouvant atteindre 2,79 livres sur les billets de train.

Si la CMA conclut que ces entreprises ont enfreint la loi, elle peut leur infliger des amendes ou les obliger à indemniser leurs clients. Plus tôt cette année, la CMA avait déjà ordonné à deux autres auto-écoles de rembourser plus de 80 000 clients pour ne pas avoir communiqué le prix total des leçons dès la réservation en ligne.

Depuis l'an dernier et en application du Digital Markets, Competition and Consumers Act 2024 (DMCCA), la CMA dispose du pouvoir de

statuer qu'une infraction au droit de la consommation a été commise sans devoir passer par les tribunaux.

Logement

Le gouvernement annonce la construction de 70 000 logements sur 10 ans

La ministre du Logement Angela Rayner a annoncé lundi 24 août la répartition géographique de plus de 70 000 nouveaux logements sociaux et abordables en Angleterre construits dans les dix prochaines années, dans le cadre de l'allocation de 10 Md£ aux autorités locales de certains territoires. Des financements ont ainsi été accordés au Grand Manchester, aux West et South Yorkshire, aux West Midlands, au nord-est de l'Angleterre et à Liverpool, s'ajoutant aux 6 Md£ de livres déjà annoncés pour Londres. Il s'agit de la première tranche d'un plan plus large visant à construire 300 000 logements sociaux et abordables à l'échelle nationale, dans le cadre d'un programme doté de 39 Md£ sur dix ans.

Avant de devenir Premier ministre, Andy Burnham avait appelé à consacrer l'intégralité de ce budget de 39 Md£ au logement à loyer social, dont le coût représente environ la moitié des loyers du marché et dont l'accès est soumis à des critères stricts. La presse a souligné un revirement du Premier ministre, alors que les annonces de lundi ne porteront qu'à 60 % sur du logement social.

Cette annonce s'inscrit par ailleurs dans l'engagement plus large du gouvernement travailliste de construire 1,5 million de logements d'ici 2029. Le R-U est en retard sur cet objectif : selon un suivi [de BBC Verify](#), environ 203 000 nouveaux logements ont été livrés en Angleterre sur les douze mois précédant juin 2026, alors qu'un rythme d'au moins 300 000 par an serait nécessaire pour atteindre l'objectif sur cinq ans.

Le gouvernement annonce une réforme des règles d'urbanisme pour faciliter la construction de nouveaux logements et renforcer les pouvoirs des maires métropolitains

Le gouvernement d'Andy Burnham a engagé cet été de nouveaux chantiers de réforme du système d'urbanisme anglais, à travers deux textes complémentaires : une [refonte](#) du cadre national de la politique d'urbanisme (le National Planning Policy Framework, ou NPPF), publiée le 17 août, et une [extension](#) des pouvoirs des maires locaux en matière de décisions d'urbanisme, annoncée le 23 août.

La réforme du NPPF vise à faciliter la construction de logements dans les zones bien desservies en transports. Le texte instaure ainsi un principe de « oui par défaut » pour les logements situés à une distance de marche raisonnable des gares ferroviaires, de tramway ou de métro bien desservies, ainsi que de nouvelles exigences minimales de densité autour de ces stations. Il impose également un minimum national de 40 % de logements accessibles dans les grands projets, protège davantage les équipements communautaires comme les pubs et salles de concert, et soutient les zones de croissance liées à l'intelligence artificielle et aux centres de données.

Le gouvernement simplifie en parallèle les procédures en réduisant les exigences d'information pour les petits projets, en créant une nouvelle catégorie de développement "moyen", et en limitant les consultations obligatoires auprès d'organismes publics aux seuls cas où leur expertise apporte une réelle valeur ajoutée. Ces mesures s'inscrivent dans l'objectif du gouvernement d'atteindre 1,5 million de nouveaux logements, dont le quart a déjà été livré.

Le second volet aligne les pouvoirs des maires métropolitains d'Angleterre avec ceux dont dispose déjà aujourd'hui le maire de Londres. Les maires obtiendront des pouvoirs de « *call-in* » leur permettant de se saisir des décisions d'urbanisme les plus importantes de leur territoire. Seront concernés les projets de plus de 150 logements, de plus de 15 000 mètres carrés d'espace commercial, ou tout bâtiment de plus de 30 mètres de hauteur. La réforme devrait également permettre aux maires d'obtenir

davantage de contrôle sur l'affectation des financements nationaux du logement gérés par *Homes England*, et de lever une taxe sur les développements pour financer de grandes infrastructures, sur le modèle de l'outil ayant permis de financer l'Elizabeth line à Londres.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr